

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Eddine ARIZTEGUI, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Participation à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune -
Attribution d'une subvention - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit son implication et soutien à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune sur son territoire. C'est une démarche pionnière en France pour favoriser la démocratie alimentaire et l'accès à une alimentation choisie et de qualité pour toutes et tous, et faire la démonstration de chemins de transition vers un système alimentaire territorial plus durable, solidaire, inclusif, démocratique et écologique.

Avancées de l'expérimentation de la Caisse alimentaire commune

Pour rappel, la Caisse alimentaire commune est née d'une réflexion en 2021 portée par le collectif Territoires à Vivres – Montpellier qui réunit 25 partenaires locaux, dont la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole. C'est avant tout un budget collectif, issu de fonds publics et privés, et de contributions citoyennes. C'est aussi un exercice de démocratie alimentaire directe car elle est gérée par un Comité citoyen de l'alimentation composé d'habitants volontaires qui décident de son fonctionnement, tout en étant accompagnés par le collectif garant du cadre de l'expérimentation. Chaque participant cotise à la Caisse chaque mois en fonction de ses moyens (de 1 € à 150 € et plus) et reçoit l'équivalent de 100 € par mois en MonA, la Monnaie Alimentaire dédiée. Ces 100 €/MonA sont à dépenser dans des lieux de distribution montpelliérains conventionnés par le Comité Citoyen car répondant à des critères de qualité choisis collectivement.

A ce jour, 431 habitants de la Ville et de la Métropole, représentatifs de la population en termes d'âge et revenus, expérimentent le dispositif. Le Comité citoyen est passé de 49 à 61 habitants, avec toujours la moitié concernée par la précarité. Les lieux de distribution alimentaire conventionnés par le Comité citoyen se sont développés, avec aujourd'hui une cinquantaine de points de vente (dont 30 agriculteurs en vente directe) qui acceptent la MonA. Il est prévu de faire le lien avec le déploiement de *Maisons de l'alimentation solidaire (MAS)*, tiers-lieux alimentaires portés par la Ville avec ses partenaires associatifs et habitants concernés, pour qu'elles soient intégrées au circuit conventionné. La première MAS prévue à Celleneuve a également pour vocation d'être le futur lieu de rassemblement de la Caisse.

Au niveau des contributions citoyennes, elle est en moyenne de 60 € par mois par expérimentateur, avec donc 40 € pris en charge par les fonds publics et privés sur les 100 €/MonA distribués. Au 31 décembre 2023, 200 000 €/MonA ont été distribués, pour 122 000 € de contributions citoyennes et 1 700 € de dons reçus dans la Caisse, et une consommation de subventions de 78 000 €.

Cette première phase d'expérimentation, initialement prévue pour l'année 2023, va se prolonger jusqu'à l'été 2024 en raison du taux de contributions citoyennes plus important que prévu et de la volonté d'un suivi-évaluation plus long des effets de la Caisse Alimentaire Commune sur les participants et le territoire. Des premiers résultats seront accessibles en juillet.

Il est prévu une seconde phase d'expérimentation avec 800 participants d'août 2024 à décembre 2025, puis une poursuite de la montée en puissance du dispositif à partir de 2026 tout en réfléchissant à sa généralisation. Cette perspective d'expérimentation sur du moyen terme est possible grâce à la perspective d'un co-financement de la Banque des Territoires, dans le cadre du consortium Territoire Alimentaire Solidaire (TerrAsol) qui a pour objet d'être un démonstrateur territorial des transitions agricoles et alimentaires vers plus de solidarités. Cette expérimentation étant pionnière pour faire avancer l'idée d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation, un travail de diffusion et d'essaimage a également lieu en réponse aux nombreuses sollicitations reçues d'autres territoires.

Face à l'accroissement de la précarité et des inégalités, la Ville réaffirme son intérêt pour cette expérimentation inédite et innovante, permettant la reconnaissance d'un droit à une alimentation choisie et de qualité pour toutes et tous, et la réflexion sur une action publique de long terme allant dans ce sens.

Au regard de cette disposition, il est proposé d'accorder une subvention de renouvellement de projet de 30 000 € à l'association Fédération Régionale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural d'Occitanie (FR CIVAM Occitanie) pour abonder la Caisse alimentaire commune, et appuyer l'animation, montée en puissance et évaluation du dispositif. La moitié pourra être prise en charge par l'Etat sous réserve de validation, au titre du programme 2024 du Pacte des solidarités, contractualisé par l'Etat avec la Métropole et la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2024 Ville - FRCIVAM.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263840-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Nom de la structure : FR CIVAM OCCITANIE

Nature de la subvention : Renouvellement de projet

Montant attribué : 30 000 €

Thématique : Ecologie urbaine – Politique alimentaire

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du 28 juin 2022.

Et :

La structure bénéficiaire FR CIVAM OCCITANIE représentée par M. PASCAL FRISSANT, Président, élu par le Conseil d'Administration le 5 mai 2021.

Préambule :

La Ville de Montpellier poursuit son implication et soutien à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune sur son territoire, qui est née d'une réflexion en 2021 portée par le collectif Territoires à Vivres – Montpellier. C'est une démarche pionnière en France pour favoriser la démocratie alimentaire et l'accès à une alimentation choisie et de qualité pour toutes et tous, et faire la démonstration de chemins de transition vers un système alimentaire territorial plus durable, solidaire, inclusif, démocratique et écologique.

Elle représente ainsi un intérêt fort pour réfléchir à une action publique de long terme allant dans ce sens. C'est pourquoi la Ville de Montpellier a décidé de renouveler un soutien financier qui concourt à l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire FR CIVAM OCCITANIE a sollicité de la Ville une subvention de 60 000 euros pour le renouvellement du projet d'expérimentation de la Caisse alimentaire commune.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

- Elle est co-pilote du programme Territoires à VivreS – Montpellier, qui regroupe 25 organisations locales, dont la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour tester de nouvelles formes de coopérations territoriales autour de l'alimentation ;
- L'objectif est de répondre aux problèmes d'inégalités d'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous, tout en contribuant au développement d'une agriculture locale respectueuse de l'environnement et de circuits de production et distribution plus solidaires et inclusifs ;
- Le projet phare est l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune :

- La Caisse est un budget collectif, issu de fonds publics et privés, et de contributions citoyennes ; chaque participant cotise chaque mois en fonction de ses moyens à partir d'un euro, et reçoit l'équivalent de 100 euros par mois en MonA, la Monnaie Alimentaire dédiée, à dépenser dans une cinquantaine de lieux de distribution conventionnés ; ces lieux sont situés dans différents quartiers de Montpellier et de la Métropole, en lien également avec le déploiement de Maisons de l'alimentation solidaire (MAS), tiers-lieux alimentaires portés par la Ville avec ses partenaires associatifs et habitants concernés ;
- C'est aussi un exercice de démocratie alimentaire directe car elle est gérée par un Comité citoyen, composé d'habitants volontaires en situation de précarité alimentaire ou non ;
- L'expérimentation est lancée depuis fin janvier 2023 et mobilise 431 habitants de la Ville et de la Métropole, représentatifs de la population en termes d'âge et revenus ;
- Cette première phase d'expérimentation, initialement prévue pour l'année 2023, va se prolonger jusqu'à l'été 2024 en raison du taux de contributions citoyennes plus important que prévu et de la volonté d'un suivi-évaluation plus long des effets de la Caisse Alimentaire Commune sur les participants et le territoire
- Il est prévu une seconde phase d'expérimentation avec 800 participantes d'août 2024 à décembre 2025, puis une poursuite de la montée en puissance du dispositif à partir de 2026 tout en réfléchissant à sa généralisation ;
- Le suivi-évaluation est mené par un Conseil scientifique et va permettre de tirer des enseignements pour un changement d'échelle, et de les partager avec d'autres territoires en demande, Montpellier étant pionnière dans cette démarche.

Le montant prévisionnel du projet s'élève à 889 222 euros.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire FR CIVAM OCCITANIE une subvention d'un montant de **30 000 euros**.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ☐ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2023, ou le rapport du Commissaire aux Comptes le cas échéant,
- ☐ Pièce n° 4: Le rapport d'activité global 2023 de la structure,
- ☐ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet comprenant un compte rendu financier des dépenses et des recettes affectées au projet;
- ☐ Pièce n°6 : Un tableau récapitulatif de l'ensemble des dépenses afférentes au projet et précisant la date, le fournisseur, l'objet et le montant de la dépense.
- ☐ Pièce n°7 : Le relevé d'identité bancaire (RIB).

Les pièces doivent être envoyées :

- à l'adresse électronique suivante : marie-clementine.foussat@montpellier.fr
- ou à l'adresse courrier suivante :

A l'attention de Marie-Clémentine FOUSSAT
Pôle Biodiversité Paysage Agroécologie et Alimentation
Direction Déléguée de la Politique Alimentaire
Hôtel de Ville - 1 place Georges Frêche - 34267 Montpellier Cedex 2

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

Article 5 : Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet. Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire FR CIVAM OCCITANIE s'engage :

- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou

commercial, dont :

- a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
- b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
- c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur) ;

- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Vie Associative au 04 67 34 88 00.

Article 7 : Autorisation de reversement de la subvention et modalités

L'article L 1611- 4 du Code général des collectivités territoriales dispose que, lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné, ce dernier peut reverser tout ou partie de la subvention attribuée en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises.

La Ville de Montpellier attribue une subvention de projet de 30 000 euros à FR CIVAM OCCITANIE afin de participer à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune au sein du programme Territoires à VivreS – Montpellier.

Pour abonder cette Caisse, la subvention nécessite d'être reversée par FR CIVAM OCCITANIE, co-pilote du projet, à l'ADESL (Alternatives pour une Développement Economique et Social) qui est l'association en charge de la gestion financière de la Caisse.

Dès réception de la subvention par FR CIVAM OCCITANIE, tout ou partie de celle-ci sera reversé à la structure ADESL pour abonder la Caisse alimentaire commune. Tout ou partie du montant de la subvention en euros sera alors converti en MonA, la Monnaie Alimentaire dédiée à la Caisse et distribuée par l'ADESL, sachant qu'un euro équivaut à une MonA. Chaque participant de la Caisse recevra chaque mois 100 euros équivalent à 100 MonA à dépenser dans les points de vente alimentaires sélectionnés selon des critères définis collectivement par le Comité citoyen, instance de gouvernance de la Caisse.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire concernant ce reversement à la structure bénéficiaire.

Article 8 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 9 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai le Pôle Finances et Conseil en Gestion de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 11 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 12 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,
Monsieur le Maire

Pour la structure bénéficiaire,
Le Représentant Légal

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit,

notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.